
DOCUMENT 16

Accord constitutionnel du 5 novembre 1981 conclu sans la participation du Québec.

POSITIONS DU QUÉBEC DANS LES DOMAINES
CONSTITUTIONNEL ET INTERGOUVERNEMENTAL
de 1936 à mars 2001

November 5, 1981

Le 5 novembre 1981

In an effort to reach an acceptable consensus on the constitutional issue which meets the concerns of the federal government and a substantial number of provincial governments, the undersigned governments have agreed to the following:

- (1) Patriation
- (2) Amending Formula:
 - Acceptance of the April Accord Amending Formula with the deletion of Section 3 which provides for fiscal compensation to a province which opts out of a constitutional amendment.
 - The Delegation of Legislative Authority from the April Accord is deleted.
- (3) Charter of Rights and Freedoms:
 - The entrenchment of the full Charter of Rights and Freedoms now before Parliament with the following changes:
 - (a) With respect to Mobility Rights the inclusion of the right of a province to undertake affirmative action programs for socially and economically disadvantaged individuals as long as a province's employment rate was below the National average.
 - (b) A "notwithstanding" clause covering sections dealing with Fundamental Freedoms, Legal Rights and Equality Rights. Each "notwithstanding" provision would require reenactment not less frequently than once every five years.
 - (c) We have agreed that the provisions of Section 23 in respect of Minority Language Education Rights will apply to our provinces.

Dans un effort pour en arriver à un consensus acceptable sur la question constitutionnelle qui satisfasse les préoccupations du gouvernement fédéral et d'un nombre important de gouvernements provinciaux, les soussignés se sont entendus sur les points suivants:

- (1) Le rapatriement de la Constitution
- (2) La formule d'amendement
 - La formule d'amendement proposée dans l'Accord d'avril a été acceptée en supprimant l'article 3, qui prévoit une compensation fiscale à une province qui se retire d'un amendement constitutionnel.
 - La délégation de pouvoirs législatifs prévue dans l'Accord d'avril est supprimée.
- (3) La Charte des droits et libertés
 - La Charte complète des droits et libertés soumise au Parlement sera inscrite dans la Constitution avec les modifications suivantes:
 - (a) En ce qui concerne la liberté de circulation et d'établissement, il y aura inclusion du droit d'une province à mettre en œuvre des programmes d'action en faveur des personnes socialement et économiquement désavantagées tant que le taux d'emploi de cette province demeurera inférieur à la moyenne nationale.
 - (b) Une clause "nonobstant" s'appliquera aux articles qui traitent des libertés fondamentales, des garanties juridiques et des droits à l'égalité. Toute disposition "nonobstant" devrait être adoptée de nouveau au moins tous les cinq ans.
 - (c) Nous sommes convenus que l'article 23, qui a trait au droit à l'instruction dans la langue de la minorité, s'appliquera dans nos provinces.

POSITIONS DU QUÉBEC DANS LES DOMAINES
CONSTITUTIONNEL ET INTERGOUVERNEMENTAL
de 1936 à mars 2001

- 2 -

- | | |
|---|---|
| (4) The provisions of the Act now before Parliament relating to Equalization and Regional Disparities, and Non Renewable Natural Resources, Forestry Resources and Electrical Energy would be included. | (4) Les dispositions du projet actuellement à l'étude au Parlement qui ont trait à la péréquation et aux inégalités régionales ainsi qu'aux ressources non renouvelables, aux ressources forestières et à l'énergie électrique seraient incluses. |
| (5) A constitutional conference as provided for in clause 36 of the Resolution, including in its agenda an item respecting constitutional matters that directly affect the Aboriginal peoples of Canada, including the identification and definition of the rights of those peoples to be included in the Constitution of Canada, shall be provided for in the Resolution. The Prime Minister of Canada shall invite representatives of the Aboriginal peoples of Canada to participate in the discussion of that item. | (5) Sera prévue dans la Résolution la conférence constitutionnelle mentionnée à l'article 36 de la Résolution et son ordre du jour inclura les questions constitutionnelles qui intéressent directement les peuples autochtones du Canada, notamment la détermination et la définition des droits de ces peuples à inscrire dans la Constitution du Canada. Le Premier ministre du Canada invitera leurs représentants à participer aux travaux relatifs à ces questions. |

... 3

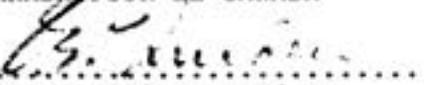
POSITIONS DU QUÉBEC DANS LES DOMAINES
CONSTITUTIONNEL ET INTERGOUVERNEMENTAL
de 1936 à mars 2001

- 3 -

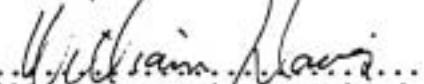
Dated at Ottawa this 5th day
of November, 1981.

Fait à Ottawa le 5 novembre 1981.

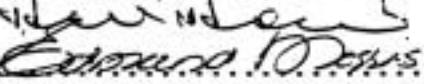
CANADA/POUR LE CANADA


Pierre Elliott Trudeau
Prime Minister of Canada/
Premier ministre du Canada

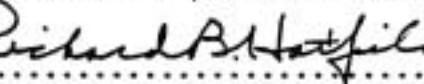
ONTARIO/POUR L'ONTARIO


William G. Davis, Premier/
Premier ministre

NOVA SCOTIA/POUR LA NOUVELLE-ÉCOSSE

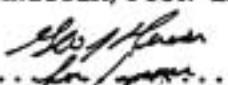

John M. Buchanan, Premier/
Premier ministre

NEW BRUNSWICK/POUR LE NOUVEAU-BRUNSWICK


Richard B. Hatfield, Premier/
Premier ministre

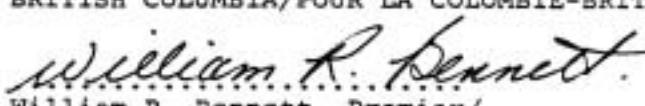
MANITOBA/POUR LE MANITOBA

*Subject to approval
of section 3(c) by the
Legislative Assembly
of Manitoba*

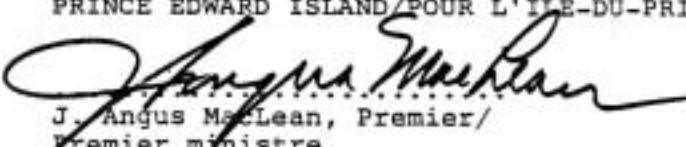

Sterling R. Lyon, Premier/
Premier ministre

*jet à l'approbation
de l'article 3(c) par
l'assemblée législative
du Manitoba*

BRITISH COLUMBIA/POUR LA COLOMBIE-BRITANNIQUE


William R. Bennett, Premier/
Premier ministre

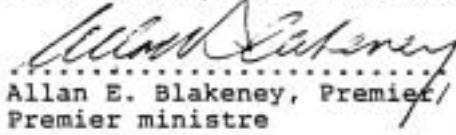
PRINCE EDWARD ISLAND/POUR L'ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD


J. Angus MacLean, Premier/
Premier ministre

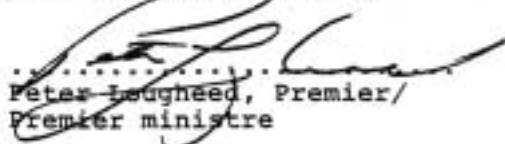
POSITIONS DU QUÉBEC DANS LES DOMAINES
CONSTITUTIONNEL ET INTERGOUVERNEMENTAL
de 1936 à mars 2001

- 4 -

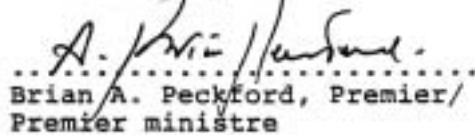
SASKATCHEWAN/POUR LA SASKATCHEWAN


Allan E. Blakeney, Premier/
Premier ministre

ALBERTA/POUR L'ALBERTA


Peter Lougheed, Premier/
Premier ministre

NEWFOUNDLAND/POUR TERRE-NEUVE


Brian A. Peckford, Premier/
Premier ministre